Les subsides

Le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a instauré, au début de l'année, un programme de crédit agricole qui coûtera au gouvernement environ 16 millions de dollars dans le but de réduire les taux d'intérêt que l'ancien gouvernement avait laissé monter jusqu'à 16.75 p. 100. Ils s'élèvent maintenant à 12.75 p. 100. Cela montre bien que le ministre de l'Agriculture et le gouvernement sont conscients des graves conséquences que la hausse des taux d'intérêt à eues sur l'agriculture et de la nécessité de ramener ces taux d'intérêt à un niveau qui ne dépassera pas les capacités financières des producteurs agricoles.

Le député a dit que la CEE exportait au Canada du bœuf subventionné. Il a omis de mentionner que l'ancien gouvernement avait laissé ces importations dépasser 48 millions de livres l'année dernière. Cela a eu un impact très important. Le député a oublié de le mentionner, monsieur le Président. Reconnaît-il que ces mesures ont été prises? Nous savons tous que le secteur agricole est en difficulté à cause de la hausse des prix de revient. Reconnaît-il que les mesures prises montrent que le gouvernement comprend le problème et qu'il désire réellement le régler le plus efficacement possible?

● (1610)

M. Foster: Monsieur le Président, le gouvernement a réduit la taxe d'accise sur l'essence. Il a également augmenté le prélèvement d'indemnisation pétrolière. Tous les véhicules qui entrent à la ferme ou qui en sortent sont touchés par cet impôt. Nous attendons la suite de l'Accord de l'Ouest afin de savoir s'il y aura une autre augmentation de la taxe d'accise. Le ministre des Finances ne nous a pas encore dit s'il y aurait une augmentation de la taxe d'accise sur le carburant agricole. Nous savons toutefois que d'importants frais de service sont imposés aux agriculteurs pour l'inspection et la sélection des récoltes et de la viande rouge. Même si nous ne connaissons pas le chiffre définitif, nous espérons qu'il se situera en-dessous des 32 millions prévus.

Je me réjouis que le député ait parlé de la Société du crédit agricole. En fait, le gouvernement libéral avait prévu l'année dernière un budget de 825 millions pour financer la SCA à l'aide du Fonds du revenu consolidé et d'emprunts sur les marchés financiers. Comme il restait environ 575 millions sur cette somme, les autorités de la SCA ont recommandé au ministre de réduire à 12.75 p. 100 les intérêts sur les prêts dont le taux dépassait 14 p. 100 en utilisant l'argent que la Société du crédit agricole avait emprunté et qui n'avait pas été utilisé pour financer des prêts agricoles. Il me semble que cela n'a pas coûté très cher au gouvernement puisqu'il avait déjà consenti ces crédits à la SCA et que 5,600 agriculteurs avaient pu en profiter. Certes, quelque 6,800 autres agriculteurs qui avaient contracté des emprunts à 13 et 14 p. 100 d'intérêt n'ont pas obtenu de réduction.

Je trouve particulièrement inquiétant que dans les prévisions budgétaires de la Société du crédit agricole que le gouvernement a déposées en présentant son budget des dépenses, on ait réduit de 90 millions de dollars les crédits provenant du Fonds du revenu consolidé affectés à la Société. Le gouvernement laisse entendre par là qu'il ne compte pas accorder cette année une aide profuse à la collectivité agricole en appliquant par

exemple diverses recommandations, dont celles du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

En ce qui concerne la viande de bœuf en provenance de la CEE, le milieu agricole s'inquiète énormément de voir que le gouvernement, après trois mois, ait contingenté ces importations, les fixant à 5.9 millions de livres en 1985. De toute évidence, il s'agit de viandes subventionnées et la CEE va continuer, semble-t-il, dans cette voie. Le gouvernement compte, semble-t-il, porter le contingentement à 23.5 millions de livres. D'après l'Association canadienne des éleveurs de bétail, un millier au moins d'animaux abattus envahiront nos marchés chaque semaine.

Et ce n'est pas la seule augmentation. Les quotas américains passeront de 44 millions à 65 millions de livres. Les quotas du Nicaragua passeront de 600,000 livres à 9 millions de livres. Par conséquent, en tenant compte d'autres pays, nos importations dépasseront 215 millions de livres au total. Cela pourrait occasionner des problèmes avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et d'autres de nos associés commerciaux qui nous vendent de la viande de bœuf. La viande de bœuf de la CEE et les droits compensateurs sur le porc ont des conséquences alarmantes sur notre secteur de la viande rouge, tant le porc que le bœuf.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Hnatyshyn: Monsieur le Président, j'interromps le débat en invoquant le Règlement afin de parler des travaux de la Chambre. Je vous signale que jeudi prochain sera un jour réservé à l'opposition.

[Français]

M. Malépart: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Est-ce que je pourrais poser une question au leader du gouvernement?

Le président suppléant (M. Charest): Non, si vous voulez, après que j'aurai fait la lecture des questions à débattre.

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

QUESTIONS À DÉBATTRE

Le président suppléant (M. Charest): En conformité de l'article 45 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement: l'honorable député de Cape Breton-Richmond-Est (M. Dingwall)—Le développement économique régional—a) La Nouvelle-Écosse—Les ressources houillères du Cap-Breton. b) Le financement par le gouvernement fédéral; l'honorable députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps)—La sécurité sociale—a) Le crédit-impôt-enfant—La situation à Terre-Neuve. b) On demande un projet de loi; l'honorable député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier)—La Fonction publique—a) Les syndicats fédéraux—La position du gouvernement. b) Les négociations concernant les pensions.